

# Implications de l'évolution de l'économie mondiale pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale<sup>1</sup>

En 2018–19, la croissance mondiale devrait rester à son niveau de 2017, soit 3,7 % (voir tableau). Ce chiffre est cependant inférieur de 0,2 point de pourcentage aux projections établies dans les *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2018, car les perspectives de croissance se sont assombries dans un certain nombre de grandes économies. Aux États-Unis, si la croissance prévue pour 2018 demeure inchangée à 2,9 %, la projection pour 2019 a été abaissée compte tenu des mesures commerciales récemment annoncées. Les projections de croissance de la zone euro et du Royaume-Uni ont, elles aussi, été revues à la baisse, après des événements inattendus qui ont pesé sur l'activité début 2018. Les perspectives pour les pays émergents et les pays en développement sont également plus ternes que prévu. Elles traduisent des révisions à la baisse opérées dans certains grands pays émergents qui s'expliquent par des facteurs spécifiquement nationaux, mais aussi par le durcissement des conditions financières, des tensions géopolitiques et la hausse des factures pétrolières. Par exemple, la Chine devrait enregistrer une croissance quelque peu inférieure en 2019 en raison des mesures commerciales annoncées récemment.

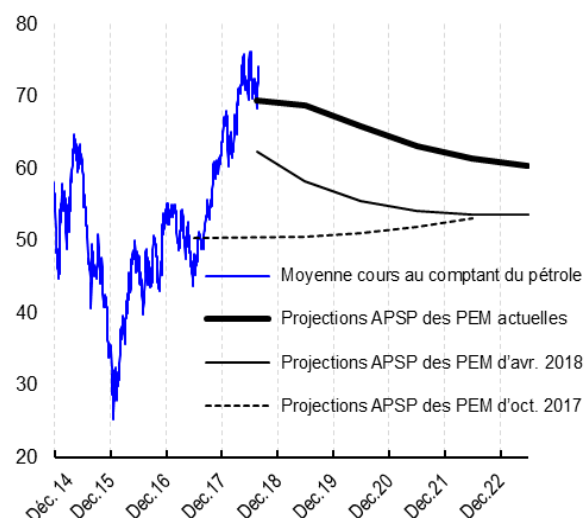
La dégradation des perspectives de la zone euro pourrait poser des difficultés à certains pays des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et

	Croissance du PIB réel, 2017-23			
	2017	2018	2019	2020-23
<b>Monde</b>	3,7	3,7	3,7	3,6
Zone euro	2,4	2,0	1,9	1,5
États-Unis	2,2	2,9	2,5	1,6
Chine	6,9	6,6	6,2	5,9
Russie	1,5	1,7	1,8	1,5
<b>MOANAP</b>	2,2	2,4	2,7	3,0
Exportateurs de pétrole MOANAP	1,2	1,4	2,0	2,3
dont : croissance du PIB hors pétrole	2,4	2,3	2,4	3,1
Importateurs de pétrole MOANAP	4,1	4,5	4,0	4,3
<b>CAC</b>	4,1	4,0	4,0	4,2
Exportateurs de pétrole et de gaz CAC	3,9	3,8	3,9	4,2
dont : croissance du PIB hors pétrole	2,9	3,8	3,8	4,1
Importateurs de pétrole et de gaz CAC	6,0	5,0	4,8	4,6

Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

## Évolution des prix du pétrole

(APSP<sup>1</sup>, en dollars le baril)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : APSP = moyenne des cours au comptant du pétrole ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI.

<sup>1</sup> Moyenne des cours du U.K. Brent, du Dubai Fateh et du West Texas Intermediate.

<sup>1</sup> Pour un examen plus détaillé des perspectives mondiales, veuillez consulter les *Perspectives de l'économie mondiale*, le Rapport sur la stabilité financière dans le monde et le Moniteur des finances publiques d'octobre 2018.

Caucase et Asie centrale (CAC), en particulier aux pays importateurs de pétrole qui ont des liens commerciaux étroits avec la zone monétaire. Les régions MOANAP et CAC risquent également de se heurter à des vents contraires dus à la décélération de l'activité en Chine.

Les prix du pétrole ont dépassé 75 dollars le baril en juin 2018 — leur plus haut niveau depuis novembre 2014 — du fait de l'effondrement de la production au Venezuela et d'interruptions imprévues des exportations du Canada et de la Libye. Les prix sont retombés à environ 70 dollars le baril à la suite de la décision d'augmenter la production prise en juin par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et par des pays exportateurs non membres de l'OPEP, mais ils sont récemment repartis à la hausse en raison de tensions géopolitiques. À court terme, les prix du pétrole pourraient encore monter sous l'effet des sanctions des États-Unis sur les exportations iraniennes, mais ils devraient baisser à moyen terme compte tenu de l'augmentation de la production des membres de l'OPEP+ et des producteurs de pétrole de schiste aux États-Unis (voir graphique). Cependant, les prix à moyen terme se sont considérablement affermis par rapport au niveau de référence établi dans la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* de mai 2018.

Bien qu'elles restent favorables à la croissance, les conditions financières mondiales ont commencé à se resserrer. Entre mars et septembre, la Réserve fédérale des États-Unis a relevé le taux cible des fonds fédéraux de 75 points de base et a annoncé un nouveau durcissement d'environ 100 points de base d'ici fin 2019. Étant donné la hausse des taux d'intérêt américains, l'appréciation du dollar et plusieurs épisodes de volatilité sur les marchés financiers, des points de tension sont apparus dans certains pays émergents et pays en développement. Après un vif rebond début 2018, les flux de capitaux vers ces pays se sont fortement affaiblis depuis mi-avril, en dépit d'une certaine stabilisation en juillet. Les pouvoirs publics ont réagi de manière variée jusqu'à présent : certains ont adopté des mesures combinant flexibilité du taux de change et relèvements de taux, et d'autres sont intervenus sur le marché des changes, par exemple.

Le sentiment du marché reste vulnérable aux incertitudes découlant des tensions commerciales mondiales et des évolutions géopolitiques, concernant notamment l'Iran et la Turquie. Une escalade généralisée des tensions commerciales freinerait encore la reprise mondiale et ralentirait la croissance à moyen terme (voir « l'encadré scénario — Tensions commerciales mondiales » figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2018). Les sanctions contre l'Iran vont fragiliser les perspectives du pays en matière d'échanges et de croissance, et par là accroître les risques de contagion, tandis que la situation en Turquie pourrait pénaliser la région en rejaillissant sur les relations commerciales et financières et sur la confiance des marchés (voir encadré 1). Une aggravation de la situation ou un resserrement de la politique monétaire plus rapide que prévu dans les pays avancés accroîtrait le risque d'un brusque retournement de l'appétit pour le risque à l'échelle mondiale. Cela affaiblirait les régions MOANAP et CAC, et en particulier les pays qui

dépendent fortement des capitaux internationaux pour couvrir leurs besoins de financement externe.

Dans ce contexte, les incertitudes liées à l'action publique se sont accrues et, à court terme, la croissance mondiale risque désormais d'être révisée à la baisse. Du fait du durcissement des conditions financières mondiales et du ralentissement de la croissance dans les grands pays, les possibilités de résultats supérieurs aux prévisions sont réduites, tandis que les risques mis en évidence dans les *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2018 se sont accentués ou en partie matérialisés. Pour le moyen terme, les aléas restent de nature baissière, car les vulnérabilités financières continuent de s'accumuler et des politiques insoutenables pourraient être adoptées en cas d'assombrissement des perspectives de croissance. Si ces risques se concrétisaient, ils auraient des répercussions importantes sur les pays des régions MOANAP et CAC de par leurs effets sur la demande extérieure, les envois de fonds, les flux de capitaux, les prix des produits de base et les conditions de financement.

## **Encadré 1. Marchés financiers mondiaux et tensions commerciales : transmission aux pays des régions MOANAP et CAC**

Comme dans d'autres régions du monde, les pays des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et Caucase et Asie centrale (CAC) sont confrontés au durcissement des conditions financières mondiales et aux tensions commerciales actuelles à l'échelle mondiale. Les effets du durcissement des conditions financières mondiales se font déjà sentir dans plusieurs pays émergents de la région MOANAP et ils pourraient s'aggraver si le sentiment du marché se détériorait soudainement. L'escalade des tensions commerciales à l'échelle mondiale a, quant à elle, des conséquences directes et immédiates limitées dans les régions MOANAP et CAC, mais elle pourrait créer d'importantes difficultés avec le temps en raison de ses effets délétères sur la situation des partenaires commerciaux des régions en question et sur la confiance des marchés.

### ***Risque de contagion provenant des pays émergents***

Les pays des régions MOANAP et CAC sont exposés à un risque de contagion provenant des pressions actuelles sur les marchés financiers des pays émergents. À la suite des événements récents qu'ont connus l'Argentine, la Turquie et d'autres pays émergents, les primes de risque souverain des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont, dans l'ensemble, suivi la même évolution que celles d'autres pays émergents, augmentant d'environ 100 points de base entre avril et août. Ce parallélisme met en lumière l'exposition de la région à la volatilité des marchés financiers et pose de nouvelles difficultés, en particulier aux pays qui ont besoin d'emprunter sur les marchés internationaux.

Par ailleurs, la situation en Turquie pourrait avoir des répercussions sur les régions MOANAP et CAC par le biais du secteur bancaire et du commerce. Les banques détenues par des pays de la région MOANAP comptent pour 7 % des actifs bancaires turcs (chiffre de mars 2018), soit 5,3 milliards de dollars de fonds propres — correspondant aux intérêts du Qatar en premier lieu, puis du Liban, du Koweït et de la Libye —, ce qui a contribué à la baisse des indices boursiers de ces pays ces derniers mois. Cependant, étant donné que les expositions bancaires directes représentent moins de 1 % du PIB de ces pays en moyenne, le risque de généralisation des tensions financières est relativement faible.

S'agissant des échanges, l'Azerbaïdjan serait le pays qui pâtirait le plus d'une baisse de la demande d'exportations de la Turquie, en revanche, les conséquences de la dépréciation de la livre turque dans la région sont plus incertaines. Compte tenu de la part que représentent les importations depuis la Turquie dans les différents pays, une dépréciation durable de 20 % de la monnaie turque (comme en août dernier) pourrait conduire à une réduction du déficit des transactions courantes de Djibouti, de l'Iraq, de la République kirghize et de la Libye de l'ordre de 1 % du PIB (en supposant que les volumes d'importations restent inchangés). Mais une telle dépréciation rendrait les produits turcs plus compétitifs, ce qui pourrait entraîner à la fois une hausse des importations turques depuis la région et une baisse des exportations de la région vers des marchés où ces exportations sont en concurrence avec les exportations turques. L'effet global est donc indéterminé.

### ***Escalade des tensions commerciales***

Les *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2018 analysent l'effet sur la croissance mondiale de cinq scénarios d'escalade des tensions commerciales. L'effet combiné de ces scénarios indique que le PIB mondial pourrait baisser de plus de 0,75 % à court terme et d'environ 0,4 % à long terme. Les conséquences sur la Chine, les États-Unis et les pays émergents seraient relativement plus prononcées.

De façon générale, les mesures commerciales récemment imposées et les mesures commerciales simplement annoncées ou envisagées devraient avoir un faible impact sur les pays des régions MOANAP et CAC. Par exemple, les exportations d'aluminium du Bahreïn vers les États-Unis représentent moins de 5 % des exportations totales et elles pourraient encore être exemptées de droits de douane. De même, les exportations d'automobiles et de pièces détachées sont certes importantes en Géorgie et au Maroc (où elles représentent respectivement 9 % et 14 % des exportations totales), mais l'essentiel de ces exportations est destiné aux autres pays de la région CAC et à la zone

euro (environ 50 % et 45 % respectivement). Néanmoins, l'imposition de droits de douane sur certains produits pourrait avoir un effet indirect sur les pays des régions MOANAP et CAC, en rejaillissant sur la demande des partenaires commerciaux touchés plus directement — par exemple, en modifiant la participation des pays aux chaînes de valeur mondiales (voir les *Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* d'octobre 2017).

Surtout, l'escalade des tensions commerciales pourrait avoir des répercussions importantes sur la croissance des principaux partenaires commerciaux de la région et sur la croissance mondiale de façon générale. Si ces répercussions entraînaient une baisse de la demande d'exportations depuis les pays des régions MOANAP et CAC, elles conduiraient à un ralentissement de l'activité économique et à une exacerbation des pressions extérieures. En particulier, une baisse de la demande de la Chine ou de la zone euro serait préoccupante pour la Mauritanie (minerais et poisson) et la Tunisie (automobiles, électronique, produits alimentaires, textiles), dont les déficits des transactions courantes sont déjà élevés (tableau 1). Les pays exportateurs de pétrole seraient vulnérables à un ralentissement de l'activité en Chine, dans la zone euro et aux États-Unis, compte tenu de la concentration de leurs exportations de pétrole et de l'impact de la baisse des prix du pétrole provoquée par un ralentissement de la croissance mondiale. Et si la confiance des investisseurs était touchée ou si les conditions financières se durcissaient brusquement, tous les pays en ressentiraient les effets, en particulier ceux qui ont d'importants besoins de financement (voir le rapport sur la stabilité financière d'octobre 2018).

**Tableau 1. Intensité des exportations des pays des régions MOANAP et CAC par destinataire, 2016**  
(exportations de biens en pourcentage du PIB)

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP									
	Émirats arabes								
	Algérie	Arabie saoudite	Bahreïn	unis	Iran	Iraq	Koweït	Oman	Qatar
Chine	0	4	2	5	6	6	6	19	3
Zone euro	10	1	1	2	2	6	0	1	2
Turquie	1	0	0	1	2	0	0	0	0
États-Unis	2	3	4	1	0	4	3	1	0
Ensemble	13	8	7	9	11	17	10	21	6

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP											
	Afghanistan	Djibouti*	Égypte	Jordanie	Liban	Maroc	Mauritanie	Pakistan	Somalie*	Soudan*	Tunisie
Chine	0	0	0	0	0	0	11	1	0	1	0
Zone euro	0	1	1	1	1	11	6	2	0	0	22
Turquie	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
États-Unis	0	2	0	4	0	1	0	1	0	0	1
Ensemble	0	3	2	6	1	12	17	4	0	1	24

CAC							
	Arménie	Azerbaïdjan	Géorgie	Kazakhstan	Ouzbékistan*	Rép. Kirghize	Tadjikistan*
Chine	1	1	2	3	3	1	0
Zone euro	3	13	3	12	0	1	1
Turquie	0	4	2	1	1	1	2
États-Unis	0	0	1	0	0	0	0
Ensemble	4	19	7	17	5	3	3

>20
10-20
5-2010
3-5
0-3

Source : Nations Unies, Comtrade.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

\* Valeurs calculés à l'aide de données miroir.